

L'Europe et la croissance "verte": la clé du redressement?¹

Tomi Huhtanen : Directeur du Center for European Studies (CES) à Bruxelles.

L'économie mondiale est en train de se relever doucement de la crise qui l'a frappée de plein fouet. La confiance des marchés se redresse très progressivement et d'aucuns s'inquiètent encore: y a-t-il des chances que la crise perdure? Au sein de l'Union européenne, les budgets des États membres sont dans le rouge et la plupart d'entre eux devront encore se battre plusieurs années afin d'assainir leurs finances publiques qui, pour certains d'entre eux, n'ont jamais été aussi catastrophiques. Les 27 États membres rencontrent d'énormes difficultés à garder intacts les principes de coopération économique qu'ils ont pourtant fixés d'un commun accord, et l'euro est parfois remis en cause. Comme le démontrent les sondages d'opinion les plus récents, la majorité des Allemands veulent que l'Union demande à la Grèce si cela s'avère nécessaire, de quitter la zone Euro². Les Néerlandais sont même plus radicaux en disant que leur pays doit retourner à son ancienne devise.³ Tout le leadership politique européen (aussi que partout dans le monde) est mis sous pression étant prié de présenter une feuille de route crédible quant à la meilleure manière de sortir de la crise, d'éviter la stagnation et de ne pas augmenter la dette publique. En d'autres termes, le besoin de nouvelles idées est pressant quant à la question de savoir comment générer un redémarrage de la croissance.

C'est pourquoi les hommes politiques de tous bords, de gauche comme de droite, ont choisi d'intégrer le terme de "croissance verte" au moment de présenter leurs mesures d'urgences visant à relancer l'économie. A en croire les plus optimistes d'entre eux, comme Ban Ki-moon, Al Gore, Barack Obama ou le Président de Corée du Sud Lee Myung-bak, l'action décisive des hommes politiques et l'intervention ciblée des finances publiques en coopération avec les grosses entreprises pourraient donner naissance à une nouvelle ère économique de prospérité, dans un contexte de développement durable en termes d'environnement et de dynamisme économique.

Tous les responsables politiques, quel que soit leur parti, souhaiteraient que ce tableau optimiste se transforme en une réalité tangible et, au vu des difficultés actuelles, dans le laps de temps le plus court possible. Mais comme l'a montré l'échec de la conférence des Nations Unies sur le climat de Copenhague, dans certains cas, bonne volonté et espoir inébranlable ne suffisent pas. D'où la question pour l'instant sans réponse : la croissance verte n'est-elle

¹ Ce texte est extrait de *L'état de l'Union 2010. Rapport Schuman sur l'Europe*, Éditions Lignes de Repères, Paris, février 2010.

² Reuters (2010) "Germans say euro zone may have to expel Greece-poll".
<http://www.reuters.com/article/idUSLDE61D05G20100214> (depuis le 15 février 2010)

³ Reuters (2010) "RPT-Dutch want Greece to leave euro- poll".
http://www.reuters.com/article/idUSLDE61G0QK20100217?loomia_ow=t0:s0:a49:g43:r2:c0.160000:b30774998:z0 (depuis le 18 février 2010)

qu'une mode passagère ? Cette ligne de conduite plus soucieuse de l'environnement peut-elle effectivement jouer un rôle moteur dans le redressement des économies européennes ?

Passer au vert : défi, opportunité ou transition?

Le terme "vert" dans le contexte économique et sa signification pour le développement futur n'est pas univoque. En effet, lorsqu'il s'agit de définir le rôle joué par le volet environnemental et celui de la croissance "verte" dans le redressement économique, nous nous trouvons en présence de deux écoles de pensée qui ont des perspectives très différentes sur ce sujet. La première prétend que nos habitudes de consommation ont démontré qu'elles ne s'inscrivent pas dans une logique de développement durable et que nous devrions, par conséquent, repenser notre système de marché basé sur le capitalisme, pour adopter un système en faveur de la planète et des préoccupations environnementales.

La seconde école est convaincue que l'objectif immédiat de sortie de crise doit devenir la priorité numéro un par rapport aux autres objectifs, et que les politiques de développement durable devraient être mises en attente jusqu'à ce que l'économie mondiale ait atteint un niveau d'équilibre suffisant pour permettre de consentir aux sacrifices nécessaires. Souvent, ceux qui envisagent le développement économique et les considérations environnementales comme des notions antagonistes ont tendance à affirmer que l'impact du changement climatique n'est pas aussi considérable que l'on essaie généralement de nous le faire croire.

Pendant, il existe également un troisième courant de pensée, celui des optimistes. Selon eux, les considérations environnementales et la stabilité économique ne sont pas nécessairement des notions diamétralement opposées, mais plutôt des notions complémentaires. Par conséquent, la crise économique mondiale qui a touché l'emploi et la création d'emplois durables ne sont pas des objectifs s'excluant mutuellement. Ces objectifs peuvent être atteints au travers d'accords globaux, complets, solides et contraignants, visant à assurer qu'un objectif ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre soit associé à des politiques industrielles solides.

Investir dans l'énergie verte

Les notions d'économie et de croissance vertes ont été intimement liées au débat sur le changement climatique. Tandis que les préoccupations écologiques ont représenté un élément de débat politique pendant des dizaines d'années, les Européens ont été des précurseurs en matière de développement de technologies écologiques et, dans une certaine mesure, dans l'utilisation et la promotion de celles-ci. Les initiatives politiques ont été nombreuses; parmi les plus ambitieuses d'entre elles, citons la stratégie dite «de Lisbonne»⁴, qui a accordé une importance particulière à une économie basée sur le développement durable.

La crise économique et financière ainsi que l'élection du nouveau Président américain ont accéléré les investissements et l'intérêt dans l'économie verte. La reprise économique, avec ses stimulants fiscaux, a ouvert un créneau pour utiliser des finances publiques afin de faciliter la transformation «verte» de l'économie. Au plus fort de la crise économique, on avait droit chaque jour à une surenchère de promesses de la part des hommes politiques quant à l'ampleur des paquets de mesures d'incitations écologiques qui seraient mises en place, et les investissements à caractère écologique représentaient une bonne part de ces incitations. Par ailleurs, l'élection et la politique du Président Obama ainsi que sa notion du

⁴ Conseil européen de Lisbonne en mars 2000

"Green New Deal" ont, malgré les contours assez flous de ce dernier, changé la perspective aux États-Unis. Pour les Européens, le Green New Deal signifiait qu'ils ne pouvaient plus se permettre de s'imaginer être les seuls à avoir un public et des leaders attachés aux technologies vertes et, plus spécifiquement, à ses implications commerciales et économiques.

Confrontés à la crise économique, les Européens ont agi en termes d'investissement dans des initiatives vertes. Un nombre élevé d'initiatives et d'incitations financées par l'Union européenne ont servi des objectifs environnementaux, plus de la moitié d'entre elles en réalité. L'Exécutif européen a déjà injecté 40 milliards € afin de créer plus d'emplois verts, avec 3.9 milliards € alloués à la R&D écologique.⁵ Cependant, une analyse du redressement économique réalisée dans plus de 30 pays montre que les États-Unis et la Chine investissent plus que n'importe quel autre pays pour stimuler la croissance verte. Actuellement, les États-Unis et la Chine sont loin devant l'Europe, à la fois en termes de taille et de dimension verte de leurs incitations (Tableau 1.).

En Europe, l'attention s'est concentrée essentiellement sur le secteur de la construction, mais les États-Unis restent le seul pays à avoir mis en place des mesures de relance du secteur du développement durable. Tandis qu'environ 64% du plan de redressement économique de l'Union européenne s'inscrit dans une logique écologique, la proportion n'atteint pas les 10% lorsqu'il est combiné aux fonds des États membres⁶. En conséquence, même si les incitations de l'Union ont promu la croissance verte, les États membres ont opté pour des mesures moins écologiques dans leurs plans de redressement respectifs.

⁵ EurActiv (2009) « Les PME se tournent vers le secteur environnemental ». <http://www.euractiv.com/fr/entreprise-jobs/pme-tournent-secteur-environnemental/article-187825> (depuis le 29 janvier 2010)

⁶ HSBC Global Research (2009) *A Climate for recovery: The color of stimulus goes green*. http://globaldashboard.org/wp-content/uploads/2009/HSBC_Green_New_Deal.pdf

Tableau 1

Dimension verte des Fonds européens

	Total	Fonds "verts"		Énergies renouvelables	Séquestration géologique du dioxyde de carbone et autres technologies énergétiques à faible intensité en carbone	Énergies efficaces	Voitures à faible émission de CO2	Rail	Grid	Eau et Gestion de l'Eau
	\$ milliards	\$ milliards	%							
UE	38.8*	22.8	58.7	0.65	12.49	2.85	1.94	--	4.85	--
DE	104.8	13.8	13.2	--	--	10.39	0.69	2.75	--	--
FR	33.7	7.1	21.2	0.87	--	0.83	--	1.31	4.13	--
IT	103.5	1.3	1.3	--	--	--	--	1.32	--	--
ES	14.2	0.8	5.8	--	--	--	--	--	--	0.83
UK	30.4	2.1	6.9	--	--	0.29	1.38	0.41	--	0.03
Autres Etats UE	308.7	6.2	2	1.9	--	0.4	3.9	--	--	--
Total UE	634.1	54.1	8.5	3.42	12.49	14.76	7.9	5.8	9	0.9
Chine	586.1	221.3	37.8	--	--	--	1.5	98.65	70	51.15
Total Asie Pacifique	1,153	266.9	23.1	1.8	--	21.1	3.3	105.7	70	65.0
EESA	185**	18.2	9.8	10.25	2.60	3.34	0.76	0.33	0.92	--
ARRP	787	94.1	12	22.53	3.95	27.40	4.00	9.59	11	15.58
Total Amérique	1,007.8	114.9	11.4	32.8	7.6	31	4.8	10.3	12.7	15.7
Monde	2,796.0	436	15.6	38	20.1	66.8	15.9	121.8	91.7	81.6

Il se peut que les chiffres ne fassent pas le compte en raison des décimales

* Seulement 30 milliards € provenant directement des contributions de l'UE sont prises en compte dans le calcul étant donné que le reste (170 milliards €) est financé par les États membres

** 700 milliards € dans le cadre du TARP sont pris en compte dans le calcul étant donné que les fonds sont destinés essentiellement au sauvetage des banques et non à titre d'incitations fiscales

EESA = Emergency Economic Stabilisation Act

ARRP = American Recovery and Reinvestment Plan

Source: A Climate for recovery - The colour of stimulus goes green, HSBC Global Research, February 25, 2009, page 45, http://www.globaldashboard.org/wp-content/uploads/2009/HSBC_Green_New_Deal.pdf (évaluation 1er février 2010)

L'économie verte a-t-elle un réel potentiel de croissance?

De nombreuses études visant à démontrer l'importance de l'économie verte ont tendance à se concentrer sur les investissements publics et sur le nombre d'emplois concernés par les secteurs verts de l'économie. Cependant, ceci ne nous dit pas nécessairement grand-chose sur son réel potentiel économique ou sur le nombre de nouveaux emplois qui peuvent ainsi être créés. Même si un vaste investissement public dans des projets verts aide en fait à créer des emplois et à stimuler l'économie, la principale question qui reste est de savoir dans quelle mesure cet impact est permanent, dans quelle mesure ces emplois sont durables sur le plan économique. Il convient de se demander si la participation des investissements privés a réellement été encouragée par ces mesures.

Construire une économie verte exige un engagement politique de grande envergure, du leadership et des politiques coordonnées. Tandis que l'activité économique a un rôle à jouer dans ce domaine, les gouvernements doivent fournir les structures nécessaires pour soutenir la recherche et le développement, ainsi que la commercialisation fructueuse de technologies prometteuses, et encourager par ailleurs les innovations, technologiques et non-technologiques, susceptibles de conduire à la croissance verte de l'économie dans son ensemble. Néanmoins, l'intervention publique et les paquets de mesures d'incitations écologiques comportent un certain risque, car ils pourraient encourager la création d'un nouveau secteur économique qui ne sera pas viable et qui ne pourra pas attirer des investisseurs et entrepreneurs si les incitations publiques ne sont plus en place. Si tel est le cas, et si le but des décideurs est de recourir aux projets verts comme outil pour mettre en valeur les objectifs écologiques au travers de projets d'emplois durables d'un point de vue économique, ni l'environnement ni la construction d'une économie verte n'en tireront profit au bout du compte.

Pour l'Europe, la clé pour promouvoir une économie verte réside dans la participation des entreprises privées. 2/3 des nouveaux emplois en Europe sont créés par des petites et moyennes entreprises⁷. Les subventions publiques ont créé d'énormes opportunités pour des entreprises actives dans des secteurs liés à l'écologie. Cependant, la question cruciale réside dans la question de savoir dans quelle mesure ces secteurs sont viables sans les proportions nécessaires de participation publique.

La participation privée est également indispensable pour encourager l'innovation. Le principal moyen pour transformer l'invention en innovation et en produit économique viable réside dans la participation des entreprises privées. A cet égard, le marché américain est beaucoup plus dynamique que le marché européen. Si nous souhaitons préserver le niveau européen d'aide sociale, nous devons nous concentrer sur la capacité à transformer des mesures écologiques durables en des mesures économiques durables. Pour réaliser cet objectif, les initiatives privées, l'entreprenariat et la force positive de l'économie de marché constituent des facteurs cruciaux. Mais dans quelle mesure une économie verte est-elle dynamique et durable d'un point de vue économique?

En Amérique, on enregistre déjà des indicateurs positifs à cet égard: les emplois dans le secteur des énergies propres ont augmenté de 9,1% au niveau national, tandis que les emplois traditionnels n'ont augmenté que de 3,7% entre 1998 et 2007. Une croissance significative du secteur de l'énergie verte est attendue, conduite par une augmentation de la demande des consommateurs, des injections de capital-risque et des politiques de réforme au niveau fédéral et des États. Les investissements en capital-risque ont augmenté de 48%

⁷ SME Performance Report par la DG Entreprise et Industrie http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/facts-figures-analysis/performance-review/index_en.htm#h2-additional-studies

en 2007, pour atteindre 15% de l'ensemble des investissements en capital-risque.⁸ Les technologies propres ont attiré des niveaux croissants de capital-risque. Depuis la crise, comme les chiffres pour 2009 montrent, les investissements ont baissé de façon drastique, mais ont réalisé de bonnes performances en comparaison avec d'autres secteurs. De plus, le nombre de transactions a augmenté (Tableau 2)⁹. Ce que les statistiques américaines ci-dessous démontrent est que, la croissance verte a le potentiel d'être durable d'un point de vue économique, et pas seulement en tant qu'instrument de rhétorique politique financé par les contribuables.

Tableau 2

Financements américains à destination d'entreprises de technologie propre

Les investissements à destination des entreprises de technologie propre ont chuté l'année dernière mais le volume des transactions s'est maintenu à un bon niveau.¹

	Investissement en milliards	Nombre de transactions
2002	\$0.9	164
2003	\$1.3	301
2004	\$1.3	333
2005	\$2.0	381
2006	\$4.5	409
2007	\$6.1	488
2008	\$8.5	567
2009 ²	\$5.6	557

¹ = Amérique du nord, Europe, Israël, Chine et Inde;

² = chiffres partiels.

Source : Cleantech Group; extrait de : Julie Schmit, Clean tech gets big piece of venture-capital funding, USA TODAY, 1^{er} janvier 2010, http://www.usatoday.com/money/industries/environment/2010-01-06-clean-tech-funding_N.htm (évaluation le 1^{er} février 2010)

En Europe, il existe aussi des exemples positifs. Parmi ceux-ci, l'Allemagne qui s'emploie depuis longtemps à la construction d'une économie verte. Selon des évaluations récentes menées par le ministère fédéral allemand de l'environnement¹⁰, de 2005 à 2007, la production de l'éco-industrie a augmenté de presque un tiers, et lors de la période précédant la crise, la main d'œuvre affectée dans ce secteur augmentait annuellement de 15% (BMU 2009). L'économie verte allemande est en plein essor (Tableau 3). Des exemples similaires

⁸ The Pew Center on the States (2009) *The Clean Energy Economy: Repowering Jobs, Businesses and Investments Across America*. http://www.pewcenteronthestates.org/uploadedFiles/Clean_Economy_Report_Web.pdf

⁹ USA Today (2010) "Clean tech gets big piece of venture-capital funding". http://www.usatoday.com/money/industries/environment/2010-01-06-clean-tech-funding_N.htm (depuis le 29 janvier 2010)

¹⁰ BMU (Bundesministerium für Umwelt Naturschutz und Reaktorsicherheit; 2009a) *Umweltwirtschaftsbericht 2009*. Disponible à l'adresse http://www.bmu.de/files/pdfs/allgemein/application/pdf/umweltwirtschaftsbericht_2009_kurz.pdf (évalué le 29 janvier 2010)

peuvent être vus dans d'autres pays d'Europe. La production énergétique éolienne danoise emploie 28.400 personnes et contribue annuellement 5.7 milliards € à l'économie. Vestas, une entreprise danoise renommée dans l'industrie éolienne, a collecté 1 milliard \$ et investi actuellement à l'échelle mondiale. ¹¹

Tableau 3

Taux annuels de croissance d'une série de technologies éco-efficaces en Allemagne 2005-2007

Technologie	Taux de croissance annuel
Photovoltaïque	50%
Pompe à chaleur	44% (2005/6)
Biogaz	37%
Bio diesel	21.6% (2005/6)
Énergie éolienne	19%
Maisons passives	19%
Bio alimentation	15-16%

Source¹²: BEE, KfW, BMU 2008

Vers une économie plus verte et plus dynamique

Cette croissance verte permettra-t-elle à l'Europe de surmonter la crise à court terme ? Sans autre mesure, certainement pas. Le développement de nouvelles technologies et d'activités économiques écologiques, couplé à la mise en œuvre de techniques d'économie d'énergie, ne parviendront pas du jour au lendemain à faire remonter la productivité. De même, l'augmentation des facteurs de production demeurera un long processus, en dépit des investissements massifs. En outre, la taille de l'économie verte est actuellement trop limitée pour profiter à l'ensemble de l'économie mondiale. C'est une chute brutale de la demande à l'échelle internationale et une défiance à l'égard des structures économiques de base et du système financier international qui ont provoqué la crise économique mondiale. Seule une reprise forte et soudaine de la demande pourrait sortir rapidement les économies de leur marasme. Malheureusement, cette crise n'étant pas régionale, ayant frappé au même moment la majorité des économies mondiales, aucune région n'est à présent en mesure d'extraire les autres de leurs difficultés. C'est la raison pour laquelle la reprise prendra du temps et l'émergence d'une économie verte ne pourra pas modifier ce scénario en profondeur.

¹¹ The green growth race, OECD Observer no. 273, June 2009, http://www.oecdobserver.org/news/fullstory.php/aid/2928/The_green_growth_race.html (depuis le 28 janvier 2010)

¹² Jänicke, M. & Zieschank, R. (2008) *Structure and Function of the Environmental Industry: the Hidden Contribution to Sustainable Growth in Europe*. Csge research paper: Anglo-German Foundation.

¹¹ Center for American Progress, Green Recovery, septembre 2008

L'économie verte favorisera-t-elle la croissance et la création d'emplois en Europe et dans le monde à long terme ? Vraisemblablement oui. Alors que l'économie s'imprègne de plus en plus d'écologie, les entreprises se voient contraintes d'investir et de renouveler leurs investissements dans des initiatives écologiques, synonymes d'essor économique, d'augmentation de la productivité et, d'une manière générale, d'une sortie accélérée d'un état de stagnation économique. Les expériences américaine et européenne le confirment. La croissance verte sera bénéfique à la création d'emplois. On estime que les investissements dans les énergies propres généreront deux fois plus d'emplois que ceux qui iront aux énergies fossiles traditionnelles¹³. Toutefois, il serait utopique de croire que la croissance verte pourra, à elle seule, être le pilier de l'économie d'après-crise ou le moteur qui entraînera le monde et l'Europe sur la voie de la croissance économique.

On peut se réjouir de voir des signaux indiquant le début d'une révolution verte au niveau des marchés mondiaux, mais en fait cette révolution réserve autant d'opportunités, que de défis pour l'avenir. En Europe et ailleurs, les retombées de cette transformation économique se font peu à peu sentir : pour leur part, les consommateurs privilégient davantage les produits plus écologiques et les entreprises commencent à tenir compte de ces nouveaux comportements. Par exemple, dans l'industrie automobile, malgré la crise économique, la demande de voitures écologiques est restée élevée et les producteurs ont continué d'ajouter des nouvelles lignes de production de voitures de ce type.¹⁴ La force de l'économie de marché réside dans sa capacité d'adaptation à de nouvelles conditions économiques. Comme elle l'a déjà montré lors des précédents chocs extérieurs, l'économie mondiale pourra s'adapter à cette nouvelle donne « pro-écologique ». Certaines activités industrielles périront et feront place à d'autres. De nouvelles perspectives s'offriront aux entreprises et l'Europe en tirera parti à condition que ses infrastructures et son tissu d'entreprises aient réalisé les investissements et pris les mesures qui s'imposent.

L'échec de la conférence sur le climat de Copenhague ne représente pas uniquement une défaite politique. Si l'on souhaite encourager les entreprises privées à investir dans une économie verte, il est indispensable de renforcer la coopération internationale et d'instituer un cadre politique adéquat, répondant aux besoins de transparence, de stabilité et d'engagement politiques à long terme recherchés par les investisseurs. À cette fin, les autorités compétentes en matière de concurrence veilleront tout spécialement à ce que leurs analyses des situations économiques prennent en compte l'importance de l'innovation. L'échec de Copenhague a retardé la prise de décisions sur des mesures politiques à long terme, provoquant ainsi le report de nombreux investissements privés majeurs.

Il est clair que l'avance que l'Europe pensait détenir dans le domaine des écotecnologies et des activités respectueuses de l'environnement est devenue aujourd'hui un vague sentiment plus qu'une réalité tangible. De ce fait, l'Europe investit beaucoup moins dans ce secteur que ses concurrents internationaux. En guise d'exemple, malgré le stimulus économique mis en œuvre par l'Union européenne, les investissements verts des États membres, jumelé avec les investissements au niveau de l'Union européenne, représente un total d'environ 90 milliards €. Cependant, ces fonds semblent insuffisants comparés aux 150 milliards € investis par la Chine.¹⁵ Par rapport à l'Europe, les États-Unis, par exemple, attirent davantage de capitaux à risque.¹⁶ En guise de comparaison, les financements publics octroyés par les États membres demeurent faibles. Des programmes comme le « Pacte vert » coréen prouvent que d'autres régions du monde avancent à grands pas, tant par les mesures prises que par les engagements politiques.

¹⁴ WWF (2009) *Low Carbon Jobs for Europe: Current Opportunities and Future Prospects*. http://assets.panda.org/downloads/low_carbon_jobs_final.pdf (depuis le 28 janvier 2010)

¹⁵ EurActiv (2009) op. cit.

¹⁶ HSBC, op. cit.

Le cas de l'Allemagne le prouve, le développement d'éco-industries est étroitement lié à la présence d'un Etat moderne et solide capable de fixer et de mettre en œuvre des normes environnementales exigeantes. Heureusement, il s'agit là d'une caractéristique européenne commune. L'industrie verte est le fruit de la volonté politique, de perspectives communes et d'efforts politiques de longue haleine. En Allemagne, le consensus politique a permis de tisser les indispensables réseaux d'éco-innovation composés d'intervenants étatiques, industriels, scientifiques et sociaux et de définir ainsi plusieurs programmes sectoriels fructueux en matière d'écotechnologies.¹⁷

Si l'Europe souhaite assurer sa croissance et sa compétitivité à long terme, elle devra tenir compte du nouveau paradigme écologique et de l'évolution du contexte économique. Pour autant, l'Europe ne doit pas perdre de vue que, sur le plan international, sa réussite économique dépendra en grande partie des défis structurels qu'il lui reste à affronter. Ces enjeux, que les gouvernements tentaient déjà de relever bien avant la crise, sont désormais connus de tous.

Le vieillissement de la population européenne, plus rapide que sur d'autres continents, aura un impact considérable sur les finances publiques des 27 États membres. Certains d'entre eux sont déjà parvenus à réformer leur système social et de retraite mais, en règle générale, les efforts accomplis s'avèrent insuffisants. Au cours des prochaines décennies, de nombreux pays européens seront inévitablement contraints de prendre des décisions austères en vue d'équilibrer leurs finances publiques alors qu'il sera déjà trop tard. L'Europe puise principalement son dynamisme économique dans son tissu d'entreprises. Or, à l'heure actuelle, sa force reste insuffisamment exploitée. Si l'Europe ne doit pas négliger la consolidation de l'économie verte, elle doit résolument veiller à entreprendre des réformes économiques et sociales, protéger sa compétitivité et poursuivre l'établissement du marché unique.

¹⁷ Jänicke, M. & Zieschank, R. (2008), op. cit.

En conclusion, il est légitime de dire qu'investir dans les technologies dites "vertes" et dans une économie verte n'est pas une question de choix, mais plutôt une question de nécessité. Le célèbre mais controversé rapport Stern a souligné le fait qu'investir dans des technologies durables et efficaces sur le plan de l'énergie pourrait nous permettre de réaliser des économies, sans oublier les éventuels coûts liés au changement climatique qui pourraient ainsi être évités.¹⁸ Leur estimation est un sujet qui divise l'opinion. Cependant, la communauté scientifique affiche une unité croissante par rapport à l'idée que le changement climatique aura un impact énorme en termes de coût, auquel il n'est possible de faire face qu'en ayant recours à des stratégies très différentes de celles en vigueur actuellement.

Passer au "vert" est une décision sage sur le plan économique, compte tenu des perspectives ainsi que du prix sans cesse croissant de l'énergie. Cependant, la réalité politique n'est pas aussi simple car, parallèlement aux facteurs écologiques, les citoyens européens sont préoccupés par des questions comme les soins de santé, les retraites, l'emploi, l'éducation et le bien-être en général. Ces préoccupations sont les forces motrices du processus décisionnel politique et établissent les priorités budgétaires des gouvernements. C'est pourquoi la situation idéale pour notre avenir, c'est de trouver des solutions durables tant en termes économiques qu'écologiques.

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.

¹⁸ Stern Review Report on the Economics of Climate Change, 30 octobre 2006. http://www.hm-treasury.gov.uk/sternreview_index.htm